



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 3 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 octobre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme BERNARD, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etait excusée et représentée par pouvoir :

Mme HOLGADO à M. CARREAU

Etait excusé :

M. LIMINIANA

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 26

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 1

12 – RETROCESSION DE LA VOIRIE, DES RESEAUX ET DES ESPACES PUBLICS DU LOTISSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC - CLOS LAMARTINE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

M. SABOURAUD ne participe pas au vote.

L'association dénommée Résidence Le Clos Lamartine a sollicité la ville afin de procéder à la rétrocession de la voirie, des réseaux et des espaces publics. Il s'agit des parcelles cadastrées AR 391, 393 et 394. Cela représente une superficie de 16 a et 95 ca.

Par délibération du 8 juillet 2014, le Conseil Municipal a :

- lancé la procédure de rétrocession du lotissement Clos Lamartine.
- autorisé Monsieur le Maire à lancer l'enquête publique telle que prévue à l'article L 318-3 du code l'urbanisme
- approuvé le dossier soumis à enquête publique
- autorisé Monsieur le Maire à procéder à la désignation d'un commissaire enquêteur chargé de cette enquête et à accomplir toutes les formalités de publication et de notification nécessaires
- autorisé Monsieur le Maire à signer tous les documents à intervenir dans cette affaire.

Par arrêté municipal n° A/2015/183 du 15 juillet 2015, reçu en sous-préfecture le 21 juillet 2015, M le Maire a :

- déterminé les modalités de l'enquête publique, laquelle s'est déroulée du 7 au 21 septembre 2015
- désigné M Jean-Pierre CHARLES comme Commissaire enquêteur

Le registre d'enquête, clos le 21 septembre 2015, ne comporte aucune réclamation contraire à ce sujet.

Le 2 octobre 2015, M. le Commissaire enquêteur a remis son rapport dans lequel il donne un avis favorable avec recommandation sur le projet de rétrocession de la voirie, des réseaux et des espaces publics du lotissement « du Clos Lamartine » dans le domaine public.

En effet, au cours de l'enquête, le Commissaire enquêteur a constaté que la parcelle cadastrée AR 394 avait été incorporée par erreur à la procédure. Cette parcelle appartient à un propriétaire privé et ne peut donc pas être intégrée dans le domaine public.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la rétrocession de la voirie, des réseaux et des espaces publics du lotissement « du Clos Lamartine », espace correspondant aux parcelles cadastrées AR 391 et 393.
- d'autoriser M le Maire à effectuer toutes les formalités nécessaires et de signer les pièces relatives à cette décision.

Le tableau de classement de la voirie communale sera mis à jour suite à cette décision.

La commission n°6 (Equipe-ment- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 23 octobre 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 05/11/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20151103-23185-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

